

**POUR UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE À GAUCHE**

# LES ATELIERS FORUM DU PROJET



## **Pour une autre utilisation de l'Argent**

**Henri Sterdyniak**, directeur du département économie de la mondialisation de l'Office français des conjonctures économiques, professeur associé Paris IX Dauphine

**Denis Durand**, salarié et syndicaliste à la Banque de France

**Françoise Nay**, docteur Vice-Présidente de la Coordination nationale du comité de défense des maternités et hôpitaux de proximité

**Jean-Luc Gibelin**, responsable secteur Protection sociale et Santé au PCF

**Table ronde : « pôle public bancaire et financier : quelles ambitions ? »**

**La question du financement - le capitalisme financier et sa crise**

La crise de 2007-2008 est avant tout une crise du capitalisme financier et de la globalisation financière.

Depuis 1980, sous l'impulsion de la révolution libérale lancée par Reagan et Thatcher, les actionnaires, les détenteurs du capital financier, ont repris le pouvoir de décision dans les entreprises. Ils ont imposé la déréglementation financière et la libéralisation des marchés de capitaux. Les détenteurs de capitaux peuvent exiger de fortes rémunérations tant en dividendes qu'en progression de la Bourse. Une part importante des profits doit être reversée aux actionnaires au lieu d'être réinvestie. La globalisation financière permet d'imposer cette exigence puisque les actionnaires peuvent quitter les entreprises ou les pays qui ne les rémunèrent pas assez.

Un vaste marché mondial des capitaux s'est constitué, brassant des sommes de plus en plus fabuleuses. Les gestionnaires de fonds, à la recherche d'une rentabilité maximale, arbitrent entre tous les placements possibles à l'échelle mondiale. Les progrès des NTIC (nouvelles techniques de l'information et de la communication) comme de la finance mathématique ont fait naître de nouveaux instruments financiers et de nouveaux marchés où interviennent de façon de plus en plus sophistiquée des opérateurs qui mêlent des opérations de placement, d'endettement, d'arbitrage et de spéculation. Ce processus est mal contrôlé puisqu'il s'agit d'un processus mondial, marqué par des innovations continues alors que les autorités de contrôle restent nationales et peinent à adapter la réglementation à ces innovations continues. Les nouveaux produits financiers sont particulièrement opaques. Une partie des transactions passe par des paradis fiscaux et réglementaires comme les îles Caïman, les îles anglo-normandes...

La finance internationale a introduit de nouvelles normes auxquelles obéissent les pays développés et de plus en plus les pays émergents : libéralisation des marchés financiers, liberté totale des mouvements de capitaux (y compris vers des paradis fiscaux ou réglementaires), modernisation financière, nouvelles normes comptables. Les pays doivent attirer les détenteurs de capitaux et s'engager à les laisser jouer librement : ils doivent garantir qu'ils n'interviendront pas dans la gestion des entreprises et n'imposeront pas de nouvelles normes (par exemple, de garantie d'emplois ou de réinvestissement des profits). Ils doivent privatiser et déréglementer. Ils doivent réduire leur fiscalité tant sur les entreprises que sur les propriétaires d'entreprises et les cadres supérieurs.

La finance internationale s'appuie sur le développement des marchés financiers nationaux, qui s'est produit d'abord dans les pays anglo-saxons, puis s'est généralisée à l'échelle mondiale. Les investisseurs institutionnels brassent des masses énormes de capitaux qui proviennent des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des organismes de placement collectifs (c'est-à-dire des capitaux des ménages les plus riches). Les fonds spéculatifs (*hedge funds*), destinés à la clientèle la plus fortunée, visent à la rentabilité maximale quitte à prendre des risques élevés. Les fonds d'investissement (*private equity*), interviennent directement dans la gestion des entreprises. A l'échelle mondiale, s'y ajoutent les capitaux des pays producteurs de pétrole (pays arabes, Russie, Norvège), les capitaux des pays vieillissants (Allemagne, Pays-Bas, pays nordiques) et des nouveaux pays riches, les pays d'Asie en développement rapide (Chine, Japon,...).

Les gestionnaires de fonds sont à la recherche continue d'une rentabilité financière maximale, de l'ordre de 15 % par an, peu compatible avec la rentabilité normale des projets industriels.

Les marchés financiers, les banques, les institutions financières ont ainsi changé d'objectifs. Le but n'est plus de financer la production, de faire crédit aux entreprises et aux ménages. Il devient de dégager des rentabilités élevées par des opérations de spéculations.

Les gestionnaires sont à la recherche perpétuelle de gisements de rentabilités élevées ; ils s'y précipitent en masse tels des moutons de Panurge, faisant monter les prix, ce qui crée des plus-values qui justifient *ex post* l'investissement. Cette hausse est justifiée par des analyses qui prétendent que des innovations radicales (comme la nouvelle économie) vont induire des croissances – globales, sectorielles ou régionales, sans précédent. A un moment donné le marché s'aperçoit que la rentabilité obtenue reposait sur une bulle, c'est-à-dire sur une hausse des cours justifiée uniquement par l'anticipation de la poursuite de la hausse des cours. Les gestionnaires de fonds se retirent (il faut savoir sauter en marche), provoquant alors l'effondrement des cours, ce qui justifie leur départ. L'économie réelle vit ainsi dans une ambiance de casino qui masque les rentabilités réelles.

La vague d'optimisme induit une hausse de la valeur des actifs, qui entraîne une amélioration des bilans, donc des possibilités d'endettement. La croissance de l'endettement permet une forte croissance qui justifie la hausse de la valeur des actifs. L'économie est entraînée dans une spirale ascendante. Au moment du retournement, les bilans apparaissent fortement dégradés, ce qui oblige à une période d'assainissement par réduction de l'endettement. Mais cette réduction induit une baisse de la croissance, donc des profits. L'économie est entraînée dans une logique descendante, symétrique de la phase ascendante.

La forte rentabilité des fonds s'appuie sur le bas niveau des taux d'intérêt. C'est l'effet de levier. Un fonds doit mixer les capitaux à rentabiliser avec des crédits bancaires. Le fond a tendance à s'endetter au maximum pour faire jouer l'effet de levier. La banque suit jusqu'au jour où la crise survient.

Le fonctionnement des marchés financiers permet une différenciation entre la rentabilité relativement faible assurée *ex post* à la masse des épargnants et la rentabilité exceptionnelle des fonds spéculatifs, dont les gestionnaires sont capables d'anticiper les hausses et surtout les retournements à la baisse des marchés, de spéculer à la hausse comme à la baisse des cours, à la réussite comme à l'échec des innovations financières. La masse des épargnants est ainsi pillée au profit des opérateurs de marchés et de la couche la plus riche des capitalistes.

Les gestionnaires collectent des fonds de plus en plus importants qu'ils cherchent à rentabiliser à des taux élevés. D'un côté, la surabondance d'épargne financière, induite par le vieillissement de la population, l'enrichissement des classes supérieures et les déséquilibres financiers mondiaux, accroît la masse des fonds cherchant à se placer ; de l'autre, la contrainte de rentabilité limite les investissements possibles. Les gestionnaires de fonds font pression sur les entreprises pour qu'elles pratiquent des politiques d'emplois et de salaires rigoureuses et qu'elles limitent leurs investissements aux niches de rentabilité exceptionnelle. La rentabilité industrielle est comparée sans précaution aux marchés à la rentabilité de placements spéculatifs, dont l'incertitude est mal prise en compte. Les rentabilités exigées ne sont souvent obtenues que grâce à des bulles financières (marchés immobiliers, bourses exotiques, crédits risqués) au détriment des placements réels.

La logique du capitalisme financier est d'accumuler puis de rentabiliser des masses énormes de capitaux. Il est impossible que, durablement, les capitaux aient une rentabilité de 15 %. Comme la masse des profits est réinvestie, les capitaux à rentabiliser, donc les profits requis,

augmenteraient au taux de 15 % l'an. Dans un pays où le PIB en valeur augmente au mieux de 5 % l'an, les profits ne peuvent pas durablement croître à 15 % l'an. On retrouve la malédiction marxiste de la suraccumulation du capital : il faut soit une hausse continue de la part des profits dans la valeur ajoutée, mais celle-ci a des limites ; soit une exportation massive de capitaux (mais la capacité d'absorption des pays émergents est limitée et ces pays ne sont pas disposés à être demain la vache à lait des capitaux occidentaux) ; soit réduire le capital accumulé par des purges périodiques comme les crises boursières. Le capitalisme financier ne peut connaître une croissance régulière, mais une alternance de périodes de rentabilités élevées, en grande partie illusoires, et des périodes d'effondrement.

De 2003 à 2007, les cours de la Bourse de Paris ont doublé. Pendant la même période, le PIB français a augmenté de 17,5 % et l'EBE des entreprises de 16 %. Les cours boursiers ont augmenté beaucoup plus que les profits. Ceci n'est pas soutenable ; le profit par titre s'est dilué, est devenu de plus en plus faible. La croissance de la Bourse est toujours une victoire à la Pyrrhus.

La part des salaires dans la VA des sociétés était de 70,5 % en 1972 ; elle est maintenant de 65 % (soit - 4,5 points). La part des dividendes est passée de 4 % à 7,3 % (+ 3 points). Les actionnaires ont réussi à augmenter de 80 % leur part du gâteau.

L'évolution des variables financières est de plus en plus dictée par les marchés avec l'irrationalité et la myopie qui les caractérisent. Ainsi, les marchés introduisent de fortes volatilités et des comportements aberrants des cours boursiers et des taux de change.

Le capitalisme financier a repris le pouvoir dans les entreprises au détriment des dirigeants. Ceux-ci ne peuvent plus gérer indépendamment des actionnaires et des gestionnaires de fonds ; ils sont en permanence sous la menace d'une destitution ou d'une OPA hostile, c'est-à-dire de l'action d'un groupe de dirigeants rivaux qui persuadent les actionnaires qu'ils seront capables de gérer l'entreprise mieux que les dirigeants actuels. Aussi les dirigeants des entreprises ne peuvent-ils plus avoir d'état d'âme. Ils doivent montrer qu'ils créent un maximum de valeur pour l'entreprise. Pour cela, les gestionnaires des fonds ont instauré la *corporate governance*, c'est-à-dire la surveillance des dirigeants pour vérifier que leur seul objectif est bien de créer un maximum de valeur pour les actionnaires.

Jadis, l'objectif des dirigeants était proche de celui des travailleurs, c'était d'accroître la taille de l'entreprise, parce qu'ainsi l'emploi était garanti et les possibilités de carrière accrues. Il y avait un accord pour que le profit de l'entreprise serve pour développer l'entreprise. Ce n'est plus le cas : les gestionnaires de fonds font pression sur les managers pour qu'ils distribuent le maximum de dividendes de manière à ce que le profit revienne aux actionnaires et que ceux-ci puissent choisir l'entreprise dans laquelle ils vont réinvestir. Le but n'est plus de faire grossir l'entreprise, mais de limiter les investissements aux niches de rentabilité exceptionnelle. L'alliance dirigeants-salariés est rompue. Les dirigeants sont directement sous le contrôle des actionnaires, qui les rémunèrent par des stock-options qui garantissent que les intérêts des dirigeants et des actionnaires coïncident.

Les banques ont délaissé leur métier traditionnel : la distribution du crédit, l'analyse fine des perspectives des emprunteurs pour se tourner vers les marchés financiers. Les spécialistes de la distribution du crédit, ceux qui connaissaient bien les secteurs économiques et les entreprises, ont été remplacés par de jeunes *traders* qui jouent sur les marchés financiers.

Les opérateurs sur les marchés financiers reçoivent de fortes primes liées à leurs performances (mais ne supportent pas les pertes). Globalement, ils ont intérêt à l'optimisme et à la hausse de la Bourse. Ils bénéficient de la volatilité des marchés (qui oblige les agents non financiers à se couvrir). Compte tenu des masses de capitaux en jeu, les métiers de la finance sont devenus

les plus rémunérateurs, attirant ainsi les étudiants les plus performants vers des activités socialement inutiles (voire néfastes) au détriment des activités productrices ou scientifiques. Les revenus des *traders* et des dirigeants des institutions financières augmentent les inégalités sociales, en particulier dans les pays anglo-saxons ; servent de référence pour les exigences des cadres supérieurs des entreprises, les ingénieurs, les médecins et les professeurs ; détruisent progressivement la cohésion sociale et affaiblissent l'Etat-providence, d'autant plus que la concurrence fiscale impose de diminuer les impôts qui pèsent sur eux.

Les banques ont des missions particulières, comme celle d'assurer le fonctionnement du système des paiements. Elles bénéficient de privilèges : la garantie des dépôts et l'accès au refinancement de la Banque centrale. En contrepartie, elles devaient respecter des ratios de solvabilité, comme le ratio Cooke qui leur impose d'avoir des fonds propres supérieurs à 8 % du crédit financé. Mais les banques se sont employées à contourner la législation en développant les engagements hors-bilan. En raison de la concurrence, les marges sur les crédits aux particuliers et aux entreprises sont devenues faibles ; aussi, les banques sont-elles intervenues sur les marchés financiers, où elles ont réalisé une part croissante de leurs profits ; certaines banques européennes particulièrement aventureuses (comme Dexia, Natixis, le Crédit Agricole) se sont engagées sur le marché des produits dérivés ou ont acquis des rehausseurs de crédit américains, augmentant aveuglément leur exposition aux risques. En période de crise, les banques ont enregistré de lourdes pertes ; les pertes liées aux produits dérivés et aux rehausseurs de crédit comme les moins-values boursières ont fait disparaître les fonds propres requis pour garantir les crédits. Que les banques contournaient les ratios de solvabilité apparaît alors au grand jour.

En avril 2009, le FMI estimait le coût de la crise pour les systèmes financiers à 4000 milliards de dollars. Ces pertes sont réparties à l'échelle mondiale puisque des banques européennes, des fonds de placement ou des fonds de pension européens ont massivement investi aux États-Unis, soit en achetant des crédits titrisés, soit en devenant actionnaires d'institutions financières américaines. Certaines banques européennes sont en difficulté : Fortis et RBS qui n'avaient pas digéré l'achat d'Amro ; Dexia qui avait acquis un rehausseur de crédit américain, FSA ; Natixis qui avait acquis CFG ; le Crédit Agricole a fait de lourdes pertes sur Calyon. La diversification compense-t-elle le risque que l'on court quand on investit loin de ses bases ? La crise met en évidence l'aventurisme des banquiers qui, avant 2007, délaissaient leur métier pour chercher des gains illusoire aux États-Unis.

Dans la finance globalisée, les résultats des banques sont étroitement connectés aux résultats des marchés financiers, parce qu'elles détiennent des titres et des sociétés financières, parce qu'elles financent des fonds spéculatifs et prennent elles-mêmes des positions à risque. Les banques transmettent ainsi la crise au lieu de contribuer à en réduire la propagation.

### **Que faire ?**

La crise a montré tous les risques que faisait courir à la croissance mondiale le développement sans contrôle de la finance globalisée.

La crise financière repose la question de la régulation du système financier. La globalisation financière fait que cette régulation doit être mondiale mais les pays anglo-saxons (les États-Unis et le Royaume-Uni), qui abritent le cœur des marchés financiers, doivent jouer un rôle moteur. Le problème est essentiellement un choix politique et idéologique entre les libéraux (qui font confiance aux marchés et qui prônent la dérégulation) et les régulateurs, qui pensent que les marchés financiers créent de l'instabilité et doivent être étroitement contrôlés ; entre ceux qui pensent que la finance doit être au service de l'économie en finançant les activités productives et en fournissant une rémunération garantie mais faible aux épargnants et ceux

qui estiment que la recherche de rentabilités élevées est le moteur de la dynamique financière et que celle-ci permet d'impulser les innovations économiques.

Certes, les marchés tireront les leçons de la crise : pendant quelques années, les épargnants préféreront la sécurité, les fonds de placement seront plus prudents, les banques mieux contrôlées. Il faut espérer que la crise actuelle soit suffisamment profonde pour que les pays comprennent qu'une partie importante de l'activité financière est une activité parasitaire et déstabilisante, qu'ils imposent des règles rigoureuses à leurs institutions financières, pour que les détenteurs de capitaux se résignent à une rentabilité plus faible. Mais le risque est grand que ces leçons ne soient vite oubliées, que les marchés ne réussissent à faire repartir la bulle financière. C'est l'enjeu du débat sur les stratégies de sortie de crise de la fin 2009 : les marchés financiers réussiront-ils à rebondir sans réformes profondes ? La crise a-t-elle assez profonde pour que les régulateurs réussissent à introduire les réformes nécessaires ?

La croissance mondiale doit devenir plus économe en énergie, en matières premières, en émission de gaz à effets de serre et en pollution. Ceci suppose une politique concertée de taxation écologique, la création d'une AME (Agence Mondiale de l'Environnement) avec des pouvoirs importants. L'orientation future de la production et de la consommation ne doit pas être laissée aux marchés et aux grandes entreprises, mais socialement réfléchie, compte tenu des contraintes écologiques.

La crise a mis en cause la légitimité du système financier à dominer l'économie mondiale, à fixer les taux de change, à dicter la stratégie des entreprises, à drainer une part importante des profits, à distribuer des rémunérations élevées.

Il faut se donner comme objectif une diminution du rôle des marchés financiers et du poids des activités spéculatives, un dégonflement du secteur financier, une baisse des rentabilités requises par les marchés, une réorientation des missions du système bancaire vers le financement de la production et des activités productives.

Dégonfler le secteur financier passe par le développement de la protection sociale (les retraites par répartition), par l'investissement direct et la coopération entre entreprises (plutôt que les placements financiers). Les croissances nationales doivent reposer sur la demande nationale plutôt que sur les exportations, sur les salaires plutôt que sur les bulles financières.

Les entreprises doivent moins se préoccuper de valeur actionnariale et plus d'emploi et de production. Il faut moins de dividendes, plus de salaires. L'orientation des entreprises doit être décidée par l'ensemble des parties prenantes et pas par les seuls actionnaires.

Ces réformes sont indispensables pour un fonctionnement plus satisfaisant de l'économie mondiale, mais peuvent-elles être décidées dans une réunion internationale ? Et où sont les forces sociales qui pourraient imposer cette stratégie ?

### **Recentrer les banques sur leurs métiers**

Le soutien au secteur bancaire est apparu comme une nécessité primordiale durant la crise. La crise a montré qu'il était indispensable d'éviter toute faillite bancaire (puisque la faillite d'une grande banque aboutit par effet domino à mettre en difficulté ses banques partenaires). Elle a montré aussi qu'il était indispensable de restaurer la capacité des banques à distribuer du crédit. Toute banque qui a perdu ses fonds propres doit être recapitalisée par les marchés, par des fonds souverains, et sinon par l'Etat. Compte tenu de la méfiance des banques les unes envers les autres, les banques centrales ont massivement injecté des liquidités sur les marchés monétaires, puis les Trésors ont garanti les prêts interbancaires. Pour éviter la panique des déposants, les dépôts bancaires ont été garantis. Enfin, les Etats sont intervenus pour recapitaliser leur système bancaire.

La plupart des pays sont intervenus pour recapitaliser les banques en injectant du capital sous forme d'actions de préférence (ou de dettes subordonnées dans le cas français). Certes, des conditions ont été imposées aux banques en échange de cette aide : engagement de montant de crédit distribué, restriction aux versements de dividendes et aux rémunérations des dirigeants. Mais l'intervention est temporaire. Les banques sont incitées à rembourser le plus vite possible ces prêts (ce qui suppose qu'elles dégagent des profits importants et qu'elles ne distribuent pas trop de crédit, ce qui augmenterait leur besoin de fonds propres) de façon à réduire la charge financière qu'ils représentent mais surtout à retrouver leur liberté d'action.

Il aurait fallu faire entrer l'Etat dans le capital et dans le Conseil d'administration des banques. Les banques dont les pertes en fonds propres ont été très importantes auraient dû être totalement nationalisées, en enregistrant la ruine (partielle ou totale) des actionnaires.

Durant ces quinze dernières années, les banques se sont progressivement écartées de leurs missions – fournir des placements sans risques aux ménages, fournir du crédit aux entreprises et aux ménages – pour intervenir sur les marchés financiers, où elles ont réalisé une partie croissante de leurs profits en augmentant aveuglément leur exposition aux risques et en tournant les ratios de solvabilité de Bâle.

L'intervention massive des Etats pose la question du statut et du rôle des banques. Ces dernières bénéficient maintenant d'une double garantie : celle de leurs dépôts et des prêts qu'elles reçoivent. Leur statut échappe largement aux règles de la concurrence. Elles se sont investies d'une fonction de service public : fournir du crédit.

Il faudrait que l'objectif de recentrer les banques sur leur métier soit affirmé, que de nouvelles normes de solvabilité découragent les banques de prêter aux fonds spéculatifs et favorisent les prêts au secteur productif. Il faut interdire aux banques de rebâtir un tel échafaudage d'actifs opaques en limitant la titrisation et les innovations financières.

Il faut reconstruire un secteur bancaire *archaïque*, dont l'objectif ne soit pas de gagner des milliards en jouant sur les marchés, mais de financer à bas coût les entreprises productives. Il faut que les banques proposent à la masse des épargnants des actifs sans risques, à rémunération faible mais garantie, qui servent de base à des crédits bon marché aux secteurs productifs et au logement.

Les banques doivent se dégager des activités financières et se concentrer sur leur métier. Il ne faut plus qu'elles utilisent leur base de dépôts pour spéculer, comme le montre l'exemple de Natixis qui a ruiné les Banque Populaire et Caisses d'Epargne.

Il faut utiliser les actifs détenus par l'Etat dans le secteur bancaire (la CDC, la Banque Postale, Dexia, les Caisses d'Epargne, Banque Populaire, Oséo) pour rebâtir un service financier public, qui servirait de modèle à une distribution du crédit basée sur des objectifs de production et d'emploi ; avec des cautions publiques ou mutualisées pour les prêts aux PME, aux collectivités locales comme pour les prêts aux jeunes ou aux ménages.

La crise montre que l'Etat devra intervenir plus dans le secteur productif, à la fois pour orienter la production vers de nouvelles technologies et pour soutenir les entreprises françaises. Il existe déjà un Fonds Stratégique d'Investissement qu'il faudrait étendre et démocratiser. Pourquoi ne pas utiliser le grand emprunt, et plus généralement la possibilité qu'à l'Etat à s'endetter à bas taux d'intérêt, pour financer par des participations en capital de grands projets créant de l'emploi en France ou favorisant le tournant vers une économie plus verte ?

En même temps, il faut soutenir les entreprises innovantes ; il faut permettre à certains épargnants de prendre des risques ; il faut garder le principe du capital-risque, mais avec des fonds transparents.

Il restera un marché financier, avec de fortes fluctuations, mais celui-ci sera réservé aux détenteurs de capitaux qui acceptent de prendre des risques. Le secteur bancaire ne doit pas intervenir sur ces marchés ; il ne doit pas prêter aux fonds spéculatifs de sorte d'être protégé des fluctuations des marchés.

En sens inverse, c'est avec stupeur que nous avons vu la semaine dernière que La Banque postale se proposait d'acheter une société de gestion Tocqueville Finance. « Prendre la majorité de Tocqueville Finance permettra à la Poste d'élargir son activité de gestion d'actifs. Tocqueville Finance cherchait depuis quelques semaines l'appui d'un grand groupe. Il aurait perdu un milliard d'euros en trois ans sur sa gamme de gestion collective ». Que va faire la Poste dans cette galère ?

### **Le bilan des G20**

Il y a eu trois G20 depuis la crise. Les sommets du G20 ont jeté l'esquisse d'une meilleure gouvernance de l'économie mondiale et d'une meilleure régulation des marchés financiers, même si on peut craindre qu'ils ne soient pas allés assez loin. Les gouvernements ont été contraints de tenir compte du mécontentement de leurs opinions publiques.

Le G20 reconnaît que ce sont les risques inconscients et irresponsables pris par les institutions financières qui sont à l'origine de la crise. L'objectif est de mieux contrôler les institutions et les marchés financiers, mais pas de réduire fortement leur rôle et leur poids.

En ce qui concerne les marchés financiers, le G20 propose essentiellement « de resserrer la supervision et la réglementation financière ». Des organes de régulation devraient surveiller étroitement les marchés financiers et les institutions financières qui continueraient à spéculer, à rechercher la rentabilité maximale, à développer des innovations financières. Peut-on avec de pures mesures techniques lutter contre l'instabilité inhérente au capitalisme financier ? Ne faudrait-il pas remettre en cause l'importance des marchés financiers ?

Les banques devront détenir plus de fonds propres, en particulier pour couvrir les risques de marchés, les crédits titrisés et les actifs hors-bilan. Les exigences de fonds propres seront anti-cycliques. Mais le risque demeure que ces exigences ne pèsent sur les crédits aux entreprises et aux ménages. Mais les banques seront tentées de faire plus de profit pour améliorer leur bilan. Le G20 ne propose pas d'interdire aux banques d'intervenir sur les marchés financiers, de faire crédit aux fonds spéculatifs, d'y risquer leurs fonds propres. Il se refuse à les obliger à se concentrer sur la distribution de crédits aux entreprises et aux ménages et la mise à la disposition des épargnants de produits d'épargne garantis. Il faudrait séparer le système bancaire du système financier de sorte que les turbulences financières aient peu d'impact sur l'économie réelle.

Le G20 recommande de revoir les pratiques de rémunération des institutions financières pour qu'elles n'incitent plus à des prises de risques excessives. Les bonus des opérateurs devraient être gelés pendant plusieurs années pour pouvoir y imputer les éventuelles pertes des années suivantes. Ces recommandations seront-elles suffisantes ? Plus fondamentalement, il faudrait réduire fortement le niveau des rémunérations des *traders* pour qu'il corresponde à l'utilité sociale de leur activité. Pourquoi ne pas instaurer un salaire maximal ou une taxation confiscatoire par l'impôt sur le revenu des rémunérations dépassant un certain seuil ?

Le G20 propose de développer la coopération internationale des autorités de contrôle des banques en ce qui concerne la surveillance des banques et des institutions financières



transnationales. Les grands groupes financiers d'importance systémique et les groupes transfrontaliers seront mieux contrôlés. Mais le G20 ne propose pas de mesure pour réduire la taille et l'internalisation des grands groupes financiers. Mais ne faudrait-il pas faire reculer la globalisation financière, dont la crise a montré les dangers, en incitant les banques à se concentrer sur leurs pays d'origine, à éviter les investissements aventureux dans des marchés étrangers qu'elles maîtrisent mal, en évitant que se développent (comme en Islande) des systèmes bancaires disproportionnés avec la taille des pays, ou, en sens inverse, en développant des systèmes bancaires nationaux dans les pays où les systèmes bancaires sont dominés par des banques étrangères (comme dans les PECO) ?

Le G20 reconnaît le risque pour les finances publiques et les normes internationales que représentent les paradis fiscaux, financiers et réglementaires. Malheureusement, il se limite à réclamer que ceux-ci acceptent des échanges d'informations en matière fiscale. Le G20 n'annonce pas de progrès en ce qui concerne l'harmonisation fiscale (taux d'imposition minimum). Il est vain d'augmenter la réglementation dans les grands pays en tolérant que les institutions financières et les entreprises puissent y échapper en localisant fictivement leurs opérations dans des « paradis ». Il faudrait donc s'attaquer frontalement aux « trous noirs » de la fiscalité et de la réglementation : il faudrait en établir une liste rigoureuse ; les pays de l'OCDE devraient interdire à leurs banques, à leurs institutions financières et à leurs entreprises d'y localiser leurs opérations et d'y avoir des filiales. Il faudrait renégocier les conventions fiscales pour les limiter aux pays qui ont des taux minimum d'imposition.

Le G20 a mis à l'étude la proposition allemande de faire payer au secteur financier une partie du coût de sa remise en état. Pourquoi ne pas prélever un impôt exceptionnel sur les profits bancaires et financiers et sur les rémunérations excessives des traders pour aider les victimes de la crise : prolongation des droits des chômeurs en fin de droit, allocation chômage pour les jeunes sans droits. Pourquoi ne pas instituer un impôt permanent sur les bénéfices des banques et des institutions de crédit quand ils correspondent à des taux de profit excessifs et donc à des comportements prédateurs ?

Les textes du G20 sont allés très loin dans la bonne direction, mais les réformes à conduire heurtent de front les intérêts des détenteurs de capitaux importants et des dirigeants du secteur financier. Ceux-ci vont tenter de retarder les réformes, en espérant pouvoir reprendre rapidement leurs activités comme naguère, comme ils l'avaient fait avec l'implosion de la bulle Internet. La volonté réformatrice des dirigeants du G20 sera-t-elle assez forte et assez durable ?

Des signes dangereux sont apparus dans la période récente : les bourses qui avaient chuté de 55 % de mars 2007 à février 2009 ont remonté depuis de plus de 40 % ; les banques réalisent des profits élevés en 2009 en profitant de la reprise boursière et du très bas niveau des taux de refinancement qu'elles ne répercutent pas sur les emprunteurs ; de nombreuses banques ont remboursé les aides des Etats pour retrouver rapidement leur totale liberté ; les banques anglo-saxonnes redistribuent des bonus élevés et se battent de nouveau pour attirer les équipes de *traders* pour spéculer comme naguère ; la crise a provoqué une concentration des institutions financières qui peuvent profiter d'une situation de monopole pour faire des profits fabuleux (comme Goldman Sachs ou BNP-Paribas). Le marché des changes est de nouveau instable et incontrôlé : l'euro monte à 1,50 dollar. Le risque est grand que les pratiques qui ont amené la crise ne se renouvellent. L'économie mondiale n'est pas à l'abri d'une relance de la globalisation financière et des bulles spéculatives.

**Table ronde : « pôle public bancaire et financier : quelles ambitions ? »**

Le sujet de la rencontre, c'est l'utilisation de l'argent. C'est un fait que les banques, en France comme ailleurs, ont créé beaucoup d'argent : entre 1994 et 2008, le montant de leurs crédits a plus que doublé (+ 109 %). Mais les richesses créées, mesurées par le PIB, n'ont augmenté que de 36 %. A quoi a servi la différence ? On le sait, à enfler encore plus les opérations financières, avec les conséquences les plus néfastes pour l'emploi, les salaires, l'environnement, l'efficacité de l'économie. Cela a été l'un des mécanismes majeurs qui ont conduit à la crise actuelle.

Et maintenant ? Il y a des besoins d'investissements immenses à financer. Il s'agit d'imposer d'autres critères aux décisions qui dictent l'utilisation de l'argent des profits, de l'argent des banques et de l'argent public. Une clé pour y parvenir serait de réorienter sélectivement la puissance de création monétaire des banques en faveur d'investissements répondant à des critères rigoureux de création d'emplois, d'élévation de la qualification de la main-d'œuvre, de développement des territoires et de leurs populations, de préservation de l'environnement.

Pour y parvenir, disposer d'un pôle financier public paraît une idée géniale. Mais attention ! L'expérience acquise en la matière, surtout depuis l'échec des nationalisations de 1982, soulève plusieurs questions.

- Un tel pôle financier public pourrait-il se contenter d'être la simple continuation des institutions financières publiques actuelles, affaiblies, mise au service de l'inflation financière, souvent en voie de démantèlement et menacées de privatisation, comme La Poste et sa Banque postale ? Il ne peut pas non plus être une tentative de résurrection du secteur financier public des années soixante ou soixante-dix : ce sont les faiblesses et la crise de cet appareil financier étatique qui ont rendu si facile son démantèlement par la libéralisation financière à partir de 1983. Il ne s'agirait donc pas de préserver un petit secteur d'État avec l'illusion qu'il pourrait échapper à la domination universelle des marchés financiers, mais plutôt de combattre cette domination en construisant un réseau d'institutions financières (banques, assurances) qui viendrait appuyer les luttes sociales et politiques, pour consolider les résultats obtenus par ces luttes dans la réorientation des objectifs du secteur financier.
- Comment un pôle financier public national pourrait-il contribuer à une stratégie d'ensemble face à la mondialisation capitaliste et à l'hégémonie du dollar ?
- Quelle serait la dimension européenne d'un pôle financier public ? Il existe des institutions financières publiques de l'Union européenne : la BERD, et surtout la Banque européenne d'investissement qui consacre une part importante de son activité à limiter les dégâts de la crise pour les PME. Mais surtout, comment parler de réorienter la finance en France sans mettre radicalement en cause le statut, l'indépendance, les objectifs de l'institution qui a le plus d'influence sur le comportement des banques en Europe : la Banque centrale européenne ?
- Et surtout, quel ancrage dans les luttes et la démocratie ? Le pôle financier public ne peut être efficace que s'il fonctionne comme un relai des rapports de forces construits dans les luttes. La question des pouvoirs qu'exerceront en son sein ses usagers (nous tous, dont

l'emploi, entre autres choses, dépend de la politique des banques) et ses salariés est donc déterminante.

De ce point de vue, j'ai une bonne nouvelle à vous annoncer : si notre but est de prendre d'assaut la forteresse financière, en apparence si imprenable, eh bien, nous avons des alliés dans la place. Les salariés du système financier mènent des luttes là où parfois on s'y attend le moins : la première grève des agents de la Banque centrale européenne, à Francfort, a eu lieu en avril dernier, et la semaine dernière c'était le tour de ceux de la Deutsche Bundesbank qui n'avaient jamais mené de tels mouvements non plus.

Et à la Banque de France, la crise a mis en lumière la portée des victoires remportées par l'action syndicale pour imposer le maintien d'un réseau de succursales dans chaque département, et pour contraindre Jean-Claude Trichet à signer un contrat de service public qui oblige la Banque à exercer un suivi de l'économie des territoires et des bassins d'emplois.

Ce sont des éléments de confiance dans la capacité des citoyens à s'approprier victorieusement l'action pour une autre utilisation de l'argent, pour les mêmes raisons qui les ont conduits à assurer le succès du vote contre la privatisation de La Poste.

**Table ronde : « financement de la protection sociale »**

La *Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité* que je représente ici ce soir s'est inscrite dès sa création en 2004 dans une démarche de rencontres, d'échanges et de débats avec l'ensemble des associations syndicats et forces politiques. Elle est aussi dans la recherche de convergences sur les questions qui la préoccupent, le droit à la santé, l'accès aux soins partout et pour toutes et tous. Ma présence ce soir participe donc de cette démarche. Elle ne constitue pas un engagement autre que celui du débat.

La France dépense 11 % de son PIB pour la santé – un taux voisin de celui de l'Allemagne, du Canada et de la Suisse, moindre que celui des Etats-Unis (à 16 % et dont on connaît les insuffisances criantes du système de santé). Cette part de la production de richesse nationale consacrée à la santé devrait continuer à augmenter pour atteindre les 15%. Tout simplement du fait de l'accroissement des besoins de santé : vieillissement et pathologies qui lui sont liées ; augmentation de l'obésité et de ses complications ; progrès médicaux, leur caractère incomplet, qui provoque l'inflation du nombre de maladies chroniques qu'on ne sait pas guérir mais qu'on peut soigner (diabète, insuffisance rénale, SIDA..., pathologies environnementales (cancer, exposition aux toxiques comme l'amiante, troubles musculosquelettiques..), pathologies du stress, dépressions et conduites addictives.

Notre société fera-t-elle le choix de répondre à ces besoins de santé pour toutes et tous en maintenant un système solidaire ou laissera-t-elle la loi du marché s'emparer en quasi-totalité de cette manne financière que représentent les soins et l'assurance maladie ?

Si il ya bien un domaine où se pose aujourd'hui de façon très forte la question d'une autre utilisation de l'argent, c'est donc bien celui de la santé et du prendre soins.

Depuis des années s'appliquent dans notre pays des réformes qui remodelent en profondeur notre système de santé et de sécurité sociale.

Ces réformes mettent en péril l'accès aux soins pour les malades, le travail des professionnels concernés et la qualité de la médecine.

Concernant l'accès aux soins, que constatons-nous ?

Augmentation du ticket modérateur, instauration du forfait hospitalier, hausse successive de celui-ci dont celle annoncée de 16 à 18 euros en 2010, instauration du un euro par acte médical en 2004 avec la réforme Douste Blazy, pénalité du hors parcours de soins, franchises médicales en 2008, forfait de 18 euros sur les actes de plus de 91 euros, remboursements de médicaments, et encore prochainement de 35% à 15% pour une centaine d'entre eux dont le paracétamol à utiliser ne cas de grippe A !

Toutes ces mesures conduisent à ce que le reste à charge, c'est-à-dire la somme restant à payer par le malade après les remboursements par la sécu et les complémentaires ne cessent d'augmenter. En 5 ans, de 2004 à 2008, ce sont 2 milliards d'euros supplémentaires qui ont pesé sur les ménages, ce qui correspond en moyenne à 240 euros par an et par personne (hors dépassement d'honoraires).

Aides évaluées à 500 euros annuels le coût du reste à charge des malades du SIDA. Or la moitié d'entre eux vivent avec moins de 760 euros par mois. Ils ne peuvent pourtant pas accéder à la CMU complémentaire car au-dessus du plafond et ne sont donc pas exonérés des franchises.

Parallèlement à toutes ces mesures, s'ajoutent les dépassements d'honoraires qui représentent plus de 2 milliards d'euros annuels (hors tarifs dentaires qui plus est !). A Paris, un gynéco sur 10 applique le tarif sécu de 28 euros. Pour les 9 autres, le prix de la consultation s'établit en moyenne à 76 euros.

Dans ces conditions, on ne peut que constater une augmentation du renoncement aux soins. Rappelons l'enquête 2008 du Secours populaire : 39% des personnes interrogées avaient au moins une fois renoncé à des soins pour des raisons financières.

Pas besoin d'être un expert pour savoir que ce renoncement aux soins est préjudiciable à la santé ! Et qu'il ne peut qu'accentuer les inégalités de santé. Dont la traduction est encore aujourd'hui dans les 7 années d'espérance de vie qui sépare le cadre de l'ouvrier.

Aller vers la suppression de ces restes à charge est une nécessité de santé publique. Cela pose bien entendu la question du financement de la sécurité sociale.

L'évolution de notre système de santé et de l'offre de soins dans notre pays va sans doute contribuer à renforcer certains facteurs d'inégalités, voir en créer de nouveaux.

Deux phénomènes parallèles sont en jeu. La pénurie des professionnels de santé et en tout premier lieu des médecins. Et la disparition des structures de soins de proximité.

Nous sommes passés de 8500 médecins formés par an dans les années 70 à 3500 et ce pendant des années. (Nous remontons péniblement et en sommes à 6500 aujourd'hui, loin des 8 à 9000 demandées par le conseil de l'ordre). Les autres professions de santé ont suivi une évolution similaire. Du coup, certaines zones rurales ou urbaines de France sont devenues de véritables zones blanches « des déserts sanitaires » où à la pénurie du secteur libéral est venue s'ajouter la disparition des hôpitaux de proximité.

Ainsi la France comptait près de 1400 maternités à la fin des années 70, elle s'approche aujourd'hui des 550. Rien que cette année, ont été fermées ou vont fermer une dizaine de sites. Ce ne sont plus seulement de petites maternités qui sont concernées puisque nous venons d'apprendre la fermeture programmée de la maternité de l'hôpital Saint-Antoine à Paris qui réalise 2400 naissances annuelles !

Mais au-delà, ce sont tous les services hospitaliers qui sont touchés. Soins continus, réanimation, urgences, chirurgie, soins longue durée.

Pour la chirurgie, nous assistons à une véritable redistribution vers le secteur privé commercial qui réalise aujourd'hui dans certaines régions plus de 80 % des actes et peuvent même se trouver en situation de monopoles. Or 70 à 80 % des chirurgiens pratiquent les dépassements d'honoraires. Il n'est pas rare de devoir déboursier ainsi plus de 1000 euros pour le chirurgien et autant pour l'anesthésiste.

Cela pose donc la question de la reconstruction d'une offre publique de soins sur tout le territoire et des moyens humains et financiers à y consacrer.

Cela passe par une politique ambitieuse de formation et une revalorisation des toutes les professions de santé.

Concernant l'hôpital.

Il faut le dire clairement. L'hôpital public est aujourd'hui en danger.

Étranglé financièrement depuis des années, l'hôpital est soumis à des contraintes énormes. Avec la tarification à l'activité, la fameuse T2A, on lui impose de fonctionner comme une entreprise, d'être compétitif.

Il lui faut donc travailler à flux tendu. Ce qui signifie que les lits doivent être occupés à 100% pour être rentabilisés. Mais l'hôpital doit aussi assurer la permanence des soins vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ce qui n'est possible que si il a toujours des lits vides prêts pour faire face à tout besoin aigu (la canicule, et bien sûr la grippe...). Ne pas financer ces 15 % à 20 % de places vides, ce serait comme payer les pompiers seulement quand il y a le feu ! Et pourtant, c'est le choix qui est imposé aujourd'hui. Au risque d'une catastrophe sanitaire comme en 2003.

Mais l'hôpital public est aussi en danger car là-aussi, la privatisation de tout ce qui est susceptible d'être rentable est en marche.

La loi Bachelot, votée cette année, parachève le tout. Et je regrette que la perception du niveau de danger de cette loi ait été insuffisante. Nous avons à continuer à expliquer, dénoncer et mobiliser.

La convergence publique privée qui se profile dès 2010 pour certains actes va encore précipiter la course infernale et spolier les hôpitaux publics de 150 millions d'euros.

75 % des hôpitaux sont aujourd'hui en déficit, déficit cumulé qui a atteint les 800 millions d'euros. La suppression du bouclier fiscal rapporterait sur une année 550 millions d'euros...

Les plans hôpital 2007 et 2012 financent l'investissement de l'hospitalisation privée. A Marseille, l'hôpital privé touchera 59 millions d'euros contre 9 millions aux hôpitaux publics.

Le financement de l'investissement de ses établissements privés vient abonder les dividendes redistribués à leurs actionnaires par la générale de santé, le groupe Korian, Vitalia... Quand l'hôpital public crève de l'asphyxie financière dans lequel on le maintient de puis des années, ne faut-il pas réorienter cet argent public ?

Pour équilibrer leurs comptes, le plan de retour à l'équilibre leur étant imposé, les hôpitaux n'ont plus d'autres choix que de supprimer des emplois donc des activités. Le choix se porte alors sur les moins rentables. C'est pourquoi, nous assistons à des fermetures en chaîne de centres d'IVG remettant en cause le droit à l'avortement.

Les restructurations s'accélèrent et ne se font plus que sur ces critères de gestion d'entreprise. Les besoins des populations passent à la trappe ! Chaque semaine la coordination est alertée sur une, deux, trois disparitions d'activités ! Hier, encore, nous avons appris la fermeture programmée de la maternité de Rethel. Des luttes se développent comme à Valréas et Die où elles ont pu obtenir des reculs. Nous serons d'ailleurs à Die le 28 novembre prochain pour notre 13<sup>e</sup> rencontre nationale.

Mais ces luttes ne pourront réellement aboutir si de nouveaux modes de financement de l'hôpital lui donnant les moyens de remplir pleinement ses missions ne sont pas établis.

Ce qui nous renvoie là encore au débat de ce soir.

**Table ronde : « financement de la protection sociale »**

Il y a urgence à traiter la question du financement de la protection sociale pour répondre aux besoins actuels qui sont très grands et ont été décrits tout à l'heure mais aussi à tous les besoins auxquels il faudrait répondre et les besoins qui vont émerger.

En ce sens, nous portons résolument le principe de l'augmentation des dépenses remboursées de santé. Il faut se sortir du diktat de la baisse des dépenses de santé qu'elle soit médicalisée ou pas. Il est normal que les dépenses de santé augmentent.

Nous affirmons la nécessité de réorienter les dépenses sociales. Oui on peut financer les besoins sociaux actuels et avenir.

Dans ce cadre, il y a deux types de mesures, l'immédiat et le plus structurel.

Dans l'immédiat, notre proposition de taxer les revenus financiers permettrait de récupérer 70 milliards ce qui changerait la situation actuelle. Dans le même état d'esprit, il faut mettre fin aux exonérations de cotisations employeurs.

Une parenthèse rapide pour évoquer le financement de l'hôpital, il doit être revu profondément. Il faut abroger la T2A, supprimer la taxe sur les salaires, rembourser la TVA. Au passage, la question des déficits doit être clarifiée. En effet, les déficits des établissements de santé sont exclusivement dus à une dotation insuffisante des recettes face aux missions qui lui sont confiés voire imposées.

Mais au-delà, il est indispensable de positionner les principes du financement de la protection sociale. Nous sommes pour une assise sur les cotisations basées sur le salaire. Nous considérons qu'il faut dans le même mouvement moduler ces cotisations en fonction de la politique d'emploi de l'entreprise, le niveau des salaires, les réalités en terme de qualification et de formation professionnelle.

Dans le cadre de la protection sociale, nous sommes très clairement pour l'arrêt des déremboursements des médicaments et pour la prise en charge à 100% des dépenses de santé pour les usagers.

Au-delà des propositions plus techniques, nous considérons qu'il y a une cohérence indispensable avec une dimension démocratique. Nous sommes pour un contrôle démocratique dans cette nouvelle conception du financement.

Maintenant, il y a pour nous, une grande nécessité de travailler avec l'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives, acteurs de santé pour construire une réelle alternative, une nouvelle utilisation de l'argent.

Nous sommes donc engagés dans une campagne d'ampleur pour donner de l'espoir tant aux professionnels de santé qu'à l'ensemble des « usagers ayant droits » à la protection sociale.